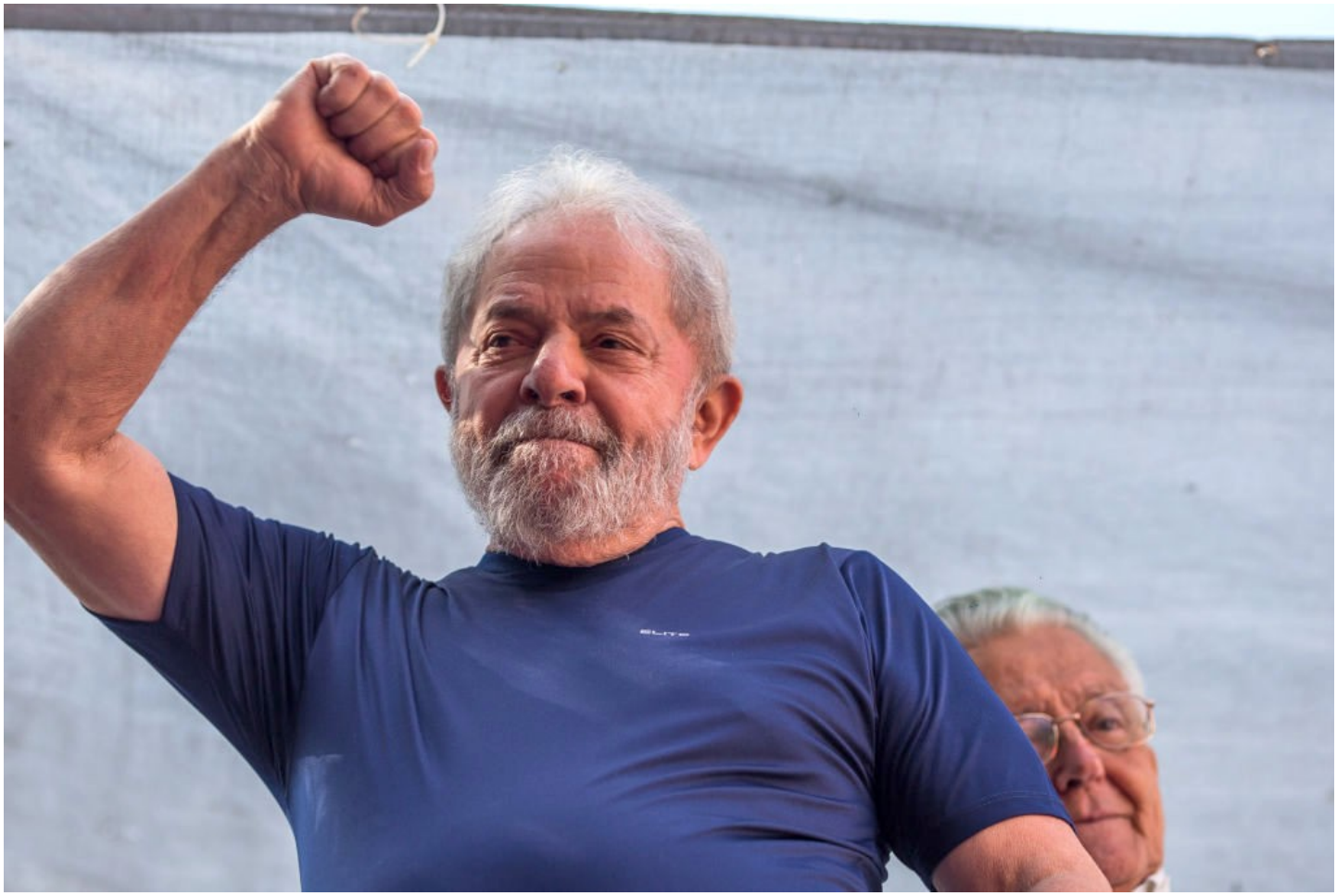
Lula peut gagner l'élection présidentielle de 2022

Le 20 mai 2022. Interview par Daniel Denvir d' Andre Pagliarini et de Sabrina Fernandes
https://jacobinmag.com/2022/05/lula-da-silva-jair-bolsonaro-presidential-election-brazil-the-dig
Daniel Denvir est l'auteur de *All-American Nativism* et l'animateur de *The Dig* sur *Jacobin Radio.*
Andre Pagliarini est professeur assistant d'histoire au Hampden-Sydney College.
Sabrina Fernandes est organisatrice et communicante écosocialiste brésilienne, titulaire d'un doctorat en sociologie de l'université de Carleton, au Canada. Elle est boursière postdoctorale de la Rosa Luxemburg Stiftung et est à l'origine de la chaîne marxiste *Tese Onze* sur *YouTube*.

Lula est libre et le scrutin est en vue pour l'élection présidentielle de cette année au Brésil. L'extrême droite est-elle en train de perdre son emprise sur la politique brésilienne ?



Lula da Silva s'adressant à ses partisans à São Bernardo do Campo, au Brésil, en 2018 (Victor Moriyama / Getty Images)

L'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva est enfin sorti de prison, et dans les sondages, il bat le président Jair Bolsonaro pour l'élection présidentielle de cette année. Mais beaucoup des facteurs qui ont amené Bolsonaro au pouvoir sont toujours là. Les dirigeants de l'agro-industrie contrôlent l'économie. Le Brésil a l'une des plus grandes populations incarcérées au monde. La classe ouvrière continue d'associer politique et corruption.

Dans une récente interview sur *The Dig*, un podcast de *Jacobin Radio*, l'animateur Daniel Denvir s'est entretenu avec Sabrina Fernandes, organisatrice éco-socialiste et sociologue, et Andre Pagliarini, professeur assistant d'histoire au Hampden-Sydney College. Ils expliquent comment la gauche brésilienne peut affronter son passé et gagner les élections de cette année. La transcription a été modifiée dans un souci de longueur et de clarté, et mise à jour en fonction des nouveaux développements.

Daniel Denvir La présidence de Bolsonaro a été rendue possible par l'emprisonnement de Lula après le « Lava Jato », une enquête anticorruption à visée politique. Maintenant, Lula est libre et en tête pour l'élection présidentielle de cette année, tandis que la cote de Bolsonaro est aux chiottes. Qu'est-ce qui a changé depuis 2018 ?

Sabrina Fernandes En réalité, le Lava Jato s'est effondré. Il n'est plus crédible. Bolsonaro n'a pas tenu toutes les promesses de privatisation qu'il avait faites au marché financier. La gestion de la pandémie a également été un désastre

complet, même aux yeux des gens qui soutenaient Bolsonaro auparavant — plus de six cent mille morts, un retard dans les vaccins au début, le négationnisme, et une gestion terrible des services publics. Beaucoup de gens ont peut-être soutenu Bolsonaro en pensant : « Il est anti-système et va lutter contre la corruption, donc on devrait essayer ce type. » Mais il est devenu encore plus évident qu'auparavant que sa famille était corrompue.

Andre Pagliarini Bolsonaro ne s'est pas du tout affirmé à ce poste. Beaucoup de gens ont voté pour Bolsonaro en sachant qu'il était un simple député et qu'il ne s'était jamais distingué par un quelconque projet concret. Il était simplement réactionnaire. Mais ils pensaient qu'il pourrait être capable d'habiter sa fonction et de les surprendre, dans la mesure où ils connaissaient l'alternative — le Parti des travailleurs (PT).

C'est exactement la même chose que ce qu'il s'est passé aux États-Unis où certains se sont pincés le nez mais ont voté pour Trump. Ils se sont dit : « On connaît bien les Clinton et le parti démocrate. Nous devrions donner une chance à Trump.» Et puis, un certain nombre des électeurs de Trump sont revenus vers Biden en 2020. Ce que nous voyons avec la montée de Lula, c'est la reconnaissance du fait que Bolsonaro n'a pas agréablement surpris. En fait, il a été pire que ce qu'on aurait pu imaginer.

L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva (à gauche) cherche à déloger le président d'extrême droite Jair Bolsonaro (Crédits photo : AP|AFP)

Daniel Denvir Bolsonaro a jeté dans les rues des manifestations de masse en septembre 2021, attaquant le système judiciaire pour l'avoir mis en examen. Auparavant, nombreux étaient ceux qui craignaient que ces manifestations ne soient le prélude à une tentative de coup d'État. Quel était l'objectif de ces manifestations et que s'est-il réellement passé ?

Sabrina Fernandes Les manifestations ont été décevantes, compte tenu du fait que les partenaires capitalistes y ont injecté beaucoup d'argent. L'ensemble de son réseau y a participé, et le réseau en ligne bolsonariste est très puissant. Il est intégré dans les systèmes de fake news et s'assure que les gens reçoivent bien le narratif de Bolsonaro. Il y avait suffisamment de gens pour démontrer que Bolsonaro n'est pas complètement hors sujet. J'avais l'impression que certains pans de la Gauche pensaient : « Bolsonaro n'est plus un problème ». Je ne suis absolument pas d'accord avec cela. Les manifestations étaient peut-être un galop d'essai et une démonstration de force contre le pouvoir judiciaire. Il a eu des problèmes avec certains des juges de la Cour suprême qui ont enquêté sur sa corruption et se sont mis en travers de ses affaires. Au début de l'année 2021, il a essayé d'obtenir que l'armée de l'air fasse voler des avions de chasse et fasse exploser les fenêtres de la Cour suprême.

Andre Pagliarini Bolsonaro est clairement en colère contre la Cour suprême parce qu'un juge a refusé de protéger son fils d'une enquête. Le seul message constant de la carrière de Bolsonaro est qu'il ne faut pas s'en prendre à sa famille. Il va trouver d'autres excuses pour justifier sa colère, mais il y a vraiment des questions personnelles et matérielles en jeu. Une partie du mouvement du 7 septembre 2021 visait à intimider la Cour suprême. C'était décevant parce qu'il est tellement difficile de savoir pourquoi on est en colère si on est un partisan de Bolsonaro. Pourquoi est-il furieux contre la

Cour suprême ? Qu'est-ce qu'ils bloquent ? C'est quoi le drame avec son fils ? Les gens ne considèrent pas que ses querelles personnelles avec les différents juges de la Cour suprême sont des urgences ou une raison suffisante pour descendre dans la rue. Le 7 septembre a été soit le début d'un galop d'essai, soit le premier signe d'une discordance entre Bolsonaro et sa capacité à mobiliser sa base autour de ses intérêts personnels.

Daniel Denvir Pensez-vous que Bolsonaro est faible, qu'il représente une menace importante ou qu'il constitue une menace en raison de ses faiblesses ?

Sabrina Fernandes Il est une menace parce qu'il est le président du Brésil. Cet homme n'aurait jamais dû être au pouvoir en premier lieu. Tant qu'il est là, il représente une menace majeure pour la vie et le pays. Bolsonaro doit être arrêté par tous les moyens.

Une des raisons pour lesquelles il est au pouvoir est que nous l'avons sous-estimé. Nous avons dit : «La droite traditionnelle ne va pas soutenir un type comme lui». Mais la droite a compris que choisir un mec comme Bolsonaro était le moyen le plus facile de se débarrasser de la gauche institutionnelle. Et aujourd'hui, les gens de la droite traditionnelle sont à la peine pour le remplacer parce que Bolsonaro continue d'être plus fort que ce qu'ils pensaient possible.

Andre Pagliarini Que la même dynamique qui a propulsé Bolsonaro au pouvoir en 2018 soit ravivée à l'approche de l'élection est une réelle inquiétude. Réveiller l'antipetismo [opposition au Parti des travailleurs (PT)] sera la principale tâche de Bolsonaro. La recrudescence du sentiment antipetismo pourrait renforcer Bolsonaro. Mais à l'heure actuelle, Bolsonaro paraît affaibli. En 2018, il a été plus facile pour Bolsonaro d'attiser les flammes, de laisser tout brûler et de dire : «Tout fout le camp». Maintenir cette position en 2022 est plus difficile. Je suis plutôt enclin à nourrir l'espoir de sa défaite.

Sabrina Fernandes Le problème de l'antipetismo est que la gauche ne sait pas comment gérer la question. Parfois, la base de soutien du Parti des travailleurs considère toute sorte de critique, même constructive, comme de l'antipetismo.

Dans le même temps, certains pans de la Gauche, en essayant de s'opposer au PT, trouvent plus facile de prétendre que le PT est de droite ou de refaire de manière mensongère l'histoire du Parti des travailleurs et de Lula. Ils effacent les avancées du PT et placent tout sous ce même chapeau que la droite utilise depuis longtemps. Ou bien, ils jouent sur l'idée que le Parti des travailleurs est corrompu sans faire une analyse correcte du problème de la corruption dans la société brésilienne. Le PT a également beaucoup de dissensions au sein même de ses rangs au sujet de la conciliation des classes, le lulisme, la manière de gouverner et de partager les espaces avec le reste de la Gauche.

Manifestation en soutien au président brésilien lors de la fête de l'indépendance du Brésil, le 7 septembre 2021 (©AFP - MAURO PIMENTEL)

Daniel Denvir Au Brésil, il existe une dynamique qui oppose l'autorité institutionnelle et juridique d'une part et l'autoritarisme de Bolsonaro d'autre part — cette même autorité institutionnelle et juridique qui semble s'être discréditée depuis longtemps en tant que défenseure de la démocratie étant donné sa complicité dans l'ascension de nul autre que

Jair Bolsonaro. Le PT a-t-il présenté une critique de gauche du Bolsonarisme qui aille au-delà des attaques institutionnelles sur l'illibéralisme de Bolsonaro ?

Andre Pagliarini Lula tente de construire une critique de gauche plus substantielle du bolonarisme, et cela fonctionne. Ne vous méprenez pas, je pense que c'est d'une urgence capitale. Mais revendiquer une conception de la normalité institutionnelle comme si la normalité fonctionnait pour la plupart des Brésiliens alors que ce n'est pas le cas — voilà le débat que Lula et le PT doivent attaquer de front d'ici l'année prochaine. Le retour à la normale est-il suffisant ? Ou empêcher un futur Bolsonaro nécessitera-t-il une remise en question plus profonde de ces institutions ?

Sabrina Fernandes Pendant longtemps, les gens ont pensé que la Cour suprême était neutre et technique parce qu'elle ne faisait qu'examiner les lois. On faisait confiance aux juges de la Cour suprême. L'enquête Lava Jato a bénéficié d'un grand soutien, même dans les rangs de la gauche, parce que la Cour suprême enquêtait sur des choses sur lesquelles les gens n'avaient pas enquêté depuis longtemps.

Croire que les politiciens et les partis politiques étaient tous des voleurs avait été un problème auparavant, mais en 2013, certains citoyens ont décidé d'avoir foi dans le système judiciaire parce que le système des partis politiques avait vraiment l'air pourri. Parfois, la Gauche devient la proie d'un tel sentiment, mais c'est extrêmement dangereux parce que la loi est finalement bourgeoise et oppressive. Nous devons être prudents lorsque nous pensons pouvoir nous concentrer sur le système judiciaire alors que des politiciens comme Bolsonaro ne jouent pas franc jeu. La Cour suprême pourrait préférer Bolsonaro à une quelque alternative de gauche, surtout si nous essayons de pousser celle-ci dans une direction plus radicale.

Andre Pagliarini Les poursuites engagées par [Sergio] Moro contre Lula ont fait prendre conscience à la Gauche de la nécessité de s'attaquer à un système judiciaire politisé. J'espère que cette critique prendra de l'ampleur, parce que pour l'instant elle se limite au cas de Lula. Il y a des milliers de Brésiliens qui sont incarcérés. Ils ne bénéficient pas de la même exposition ou des mêmes manifestations publiques de soutien que Lula, mais ils sont également victimes d'un système judiciaire impitoyable et indifférent à la grande majorité des Brésiliens.

Daniel Denvir En 2013, il y a eu un mouvement social massif et de gauche contre les manquements du gouvernement de gauche. Les gens réclamaient la gratuité des transports en commun et de meilleurs services publics. Mais en 2015, la politique brésilienne était dominée par un sentiment anti-corruption. Dans le peuple, la corruption avait été communément assimilée à la gauche et au PT au pouvoir. Comment une transformation aussi massive a-t-elle pu se produire entre 2013 et 2015 ?

Andre Pagliarini Le cycle auquel nous avons assisté entre 2013 et 2018 n'était pas exceptionnel dans la longue histoire du vingtième siècle. En fait, il y a eu des moments au milieu de ce dernier où il a semblé incroyablement révélateur de l'incompétence, de la corruption et de la façon dont les forces amorphes de mécontentement deviennent des armes, en particulier pour une génération qui n'a pas été témoin du coup d'État de 1964. En 1964 et en 2013, la question fondamentale était : «Qui va tirer bénéfice de ce moment politique et de cette conjoncture ?»

Lorsque Dilma Rousseff a été réélue de justesse en 2014, la Gauche était encore sur une formule gagnante très difficile à battre. La frustration électorale des conservateurs brésiliens et de la Droite, combinée à une lecture opportuniste de la situation actuelle, a offert une ouverture. En 1930, une ouverture de même type, un moment de fragilité et un tournant décisif ont amené Getúlio Vargas et le gouvernement provisoire au pouvoir.

Sabrina Fernandes Les mouvements de contestation de 2013 étaient à leur début davantage fondés sur des considérations de classe sociale. Au fur et à mesure qu'elles se sont développées, le message s'est dilué. La classe moyenne, qui avait écouté ces histoires qui racontaient que la Gauche était corrompue, a rejoint le mouvement. La corruption a fédéré ces foules et est devenue le grand ennemi. La Droite a tiré parti de cet ennemi parce que la Gauche n'avait pas fait ce véritable travail de fond consistant à imaginer à quoi pourrait ressembler une lutte contre la corruption. Lorsque la Droite a déclaré : « La corruption est le principal problème en train de détruire le Brésil », elle a saisi l'occasion de rallier les foules et de les utiliser.

Une version atténuée de ce phénomène s'est produite de nouveau en 2014 lors des manifestations relatives à la Coupe du monde, avec des partis de gauche moins importants et des mouvements citoyens se sont élevés pour maintenir un haut niveau de critique contre les violations et la politique corrompue du méga-événement de la FIFA. Mais à ce moment-là, il y avait aussi le risque que la critique de la Coupe du monde ne soit perçue comme une attaque contre le gouvernement du PT. Les élections ont eu lieu en octobre [quatre mois après la Coupe du monde], et la Droite ne voulait pas accepter la défaite.

Andre Pagliarini La Gauche a eu l'occasion de transformer le discours anti-corruption et anti-privilège en une critique plus large de la manière dont le capitalisme se manifeste au Brésil. Mais, comme toujours, l'État s'est retrouvé piégé par des forces ayant des liens organiques avec le capital. La Droite a reconnu l'intérêt des critiques contre la corruption qui devenaient des arguments anti-politiques, et la notion qui a prévalu est devenue : «[La politique] n'est que privilèges et corruption».

Finalement, nous avons vu des individus se présenter aux élections comme s'ils étaient des outsiders arrivistes et non des représentants des mêmes vieux intérêts. Le discours aurait pu aller dans une certaine direction, mais à ce moment-là, le PT était sclérosé en tant que parti. Il n'a pas été capable de réorienter ou de canaliser la colère face à ce mouvement et a été pris de court.

Sabrina Fernandes Dilma s'inquiétait de ces menaces. Mais plutôt que d'élaborer une stratégie cohérente pour lutter contre la menace d'un coup d'État, elle a cédé un peu plus et elle reconnaît aujourd'hui que c'était une erreur. Le Parti des travailleurs n'a commencé à se mobiliser contre le coup d'État [de 2016] que lorsque le processus de destitution est devenu tout à fait réel avec le soutien du vice-président, Michel Temer. Mais ils auraient dû se mobiliser dès 2014. Le PT était très sûr de lui étant donné son histoire de construction d'alliances à gauche et à droite, mais après 2013, ce n'était plus le cas. Une partie de la base du PT et ses intellectuels ont affirmé que le coup d'État a commencé en 2013 comme un moment réactionnaire de droite, mais beaucoup de choses se sont passées entre-temps et le Parti des travailleurs a aussi été un acteur dans la façon dont il a géré ces contradictions avec ses alliés et la population.

Lula prend la parole lors d'une conférence de presse à Brasilia, Brésil, 2021 (Mateus Bonomi / Anadolu Agency via Getty Images)

Daniel Denvir Les subjectivités politiques brésiliennes ont-elles été radicalement modifiées depuis l'arrivée au pouvoir du PT ?

Andre Pagliarini Il y a eu un changement sérieux — un changement qui est maintenant menacé — tout en bas de la pyramide sociale. Ce que les Brésiliens aux revenus les plus faibles pouvaient espérer consommer et la manière dont ils pouvaient mener leur vie se sont sensiblement améliorés pendant le mandat du Parti des travailleurs.

La classe moyenne réactionnaire éprouvait un certain degré d'anxiété quant à son statut. La large frange sociale urbaine moyenne a été frappée par le sentiment qu'elle valait mieux que les favelados, ces gens qu'on voyaient mendier dans les rues ou sous les projecteurs. Ils espéraient bien atteindre un jour les hauts niveaux des magnats de l'économie, en particulier ceux qui avaient bien réussi pendant les années du PT.

Aujourd'hui, l'échelon inférieur a vu sa fortune économique s'évanouir. Bolsonaro a annulé Bolsa Família. Il parle d'un nouveau programme de redistribution pour remplacer Bolsa Família, mais on sent bien que le niveau inférieur pourrait s'effondrer. Je pense que Lula va faire campagne sur le rétablissement des progrès qui ont eu lieu pour les gens du bas de l'échelle pendant le mandat du PT. Mais je crains que le PT n'ait pas trouvé le moyen de contrer la réaction qui, nous

le savons, va se produire. Le monde est différent de ce qu'il était entre 2003 et 2006. Les forces politiques ont changé.

Sabrina Fernandes On est dans un monde différent parce que les milliardaires ont compris qu'ils pouvaient être des milliardaires encore plus riches sous Bolsonaro. Ils n'ont pas besoin de jouer le jeu de Lula et de lui donner quelque chose pour qu'il leur donne quelque chose en retour. C'est la malédiction de la classe capitaliste dépendante dans un endroit comme le Brésil — peu importe s'ils ont une classe ouvrière qui peut consommer des biens et des services sur place. Actuellement la devise est dévaluée. C'est génial pour ceux qui veulent simplement exporter des produits de base. On stocke la viande dans des conteneurs plutôt que de l'utiliser pour satisfaire les besoins des gens parce que les entreprises veulent l'exporter vers des pays comme la Chine.

Jair Bolsonaro lors d'un discours à Brasilia, Brésil (Andressa Anholete / Getty Images)

Daniel Denvir On dit souvent que Boslonaro a trois groupes d'électeurs : le bœuf, la bible et la mitraille. Commençons par le «bœuf», ce qui est la grande échelle, c'est-à-dire les capitalistes agricoles qui déforestent rapidement la forêt amazonienne et assassinent les défenseurs de la terre. Cet électorat a-t-il changé du tout au tout en raison de son engagement envers le Bolsonarisme ?

Sabrina Fernandes Il est étrange de qualifier la classe agro-industrielle d'électorat, car, en fin de compte, c'est l'autocratie qui dirige le pays depuis bien longtemps. D'une certaine manière, les [capitalistes] du secteur agro-alimentaire ne sont pas la base électorale de Bolsonaro — ils sont Bolsonaro, et Bolsonaro est avec eux. Bolsonaro a besoin du secteur agro-alimentaire pour gouverner et faire avancer les choses, parce que celui-ci détient un énorme pouvoir sur la terre, la propriété, le marché financier et l'ensemble du système d'exportation.

La classe rurale a beaucoup de pouvoir dans les pays sous-industrialisés comme le Brésil. Elle a eu beaucoup de pouvoir sous Lula et Dilma. Le ministre de l'agriculture de Dilma était un représentant direct de la classe dirigeante du secteur agro-alimentaire.

Avant la période de campagne, je savais que Bolsonaro avait un gros coup à jouer quand il a commencé à poster des photos de ses réunions avec des membres de la classe agro-industrielle. Bolsonaro est contre la réforme agraire et les revendications territoriales des communautés indigènes et traditionnelles. Ses politiques anti-écologiques sont liées à cette relation avec la classe du secteur agro-alimentaire.

Daniel Denvir Qu'en est-il de l'électorat «biblique» ? Les facteurs qui ont conduit à l'ascension de Bolsonaro ont-ils poussé les Brésiliens à se convertir du catholicisme au christianisme évangélique ? C'est un changement radical pour un

des pays qui comptait parmi les plus catholiques du monde il n'y a pas si longtemps.

Andre Pagliarini Au cours des trois dernières décennies, la quête de pouvoir et de croissance ont été au Brésil les priorités de la coalition des églises évangéliques. De leur point de vue, cela impliquait une alliance difficile avec la plus grande force politique ascendante de l'époque : le Parti des travailleurs et la coalition plus large que le Parti des travailleurs représentait encore.

Au cours des cinq dernières années, les églises évangéliques ont réalisé qu'elles n'avaient plus besoin de faire la moindre concession sur les questions de théologie, parce que leur projet évangélique réactionnaire a toujours été intégré au projet plus large de la croissance. Sous Bolsonaro, comme avec d'autres forces capitalistes, cette nécessité de concession a diminué.

Lorsqu'on en vient à la nomination des gens et aux politiques à mener, si il est nécessaire de se passer de l'un de ces groupes d'électeurs, alors ce sont les évangéliques. Bolsonaro avait promis un ministre évangélique à la Cour suprême, mais il a préféré renoncer à cette promesse, peut-être en raison d'impératifs économiques. Les évangéliques sont importants mais ne semblent pas occuper une place centrale dans le projet de pouvoir plus large que représente Bolsonaro.

Sabrina Fernandes Bolsonaro donne des gages aux évangéliques, comme nommer Damares Alves comme ministre des femmes, de la famille et des droits humains, et autoriser la présence de missions évangéliques au sein des communautés indigènes. Mais la question est : « Bolsonaro a-t-il systématiquement besoin de ces gens là pour gouverner ?». La communauté évangélique n'est pas son pilier le plus fort. Elle est importante pour la mobilisation quand il y a des élections, mais si Bolsonaro leur dit non, il peut quand même avancer. Le retard de Bolsonaro dans la nomination d'Alves a irrité les évangéliques, mais ils n'ont pas été en mesure de mobiliser des foules pour faire pression sur Bolsonaro afin que la nomination se concrétise.

La Gauche ne sait pas comment gérer la mutation des évangéliques. Dans de nombreuses communautés, les leaders évangéliques sont là pour aider les personnes qui traversent des difficultés, ce que ne font pas les organisations de gauche. Certaines des organisations font preuve de mépris à l'égard de la foi des gens. Il est stupide de se montrer dédaigneux vis à vis de quelque chose qui compte autant pour les gens sous prétexte que ceux-ci seraient tout simplement manipulés.

Cependant, la bonne stratégie, ce n'est pas non plus encenser l'Eglise Universelle, l'une des plus grandes institutions évangéliques, fréquenter son temple, dire que cette nation est gouvernée par Dieu et porter atteinte aux relations séculaires comme l'a fait Dilma [L'Église universelle du Royaume de Dieu aussi appelé Centre d'Accueil Universel ou Centre d'aide spirituelle est une dénomination chrétienne évangélique charismatique. Son siège est basé à São Paulo, NdT]. Cela revêt une grande importance pour les droits des femmes et des indigènes en particulier. Le droit à l'avortement ne progresse pas au Brésil, principalement en raison de l'influence de ces institutions fondamentalistes.

Andre Pagliarini Les évangéliques ne vont nulle part. En réalité, ils acquièrent une importance croissante, et de ce fait, la Gauche se doit de les confronter et de les convaincre. Si le PT s'est développé aussi rapidement qu'il l'a fait dans les premières années c'est en partie parce qu'il était profondément enraciné dans ces communautés confessionnelles. L'Église catholique progressiste jouait dans les quartiers le même rôle que celui que les églises évangéliques jouent aujourd'hui. Comme le PT et l'Église catholique progressiste perdent leur place, il y a un vide de pouvoir. Il ne faut pas s'étonner que la foi puisse être exploitée — pas nécessairement à des fins malveillantes — et que les gens votent en fonction de leur foi.

Daniel Denvir Venons-en maintenant au groupe d'électeurs de la « mitraille », comment les agents armés de l'État sont-ils devenus un instrument des acteurs politiques réactionnaires et un noyau central de la réaction en tant que telle ? Comment cet électorat armé est-il lié au populisme pénal dans la société brésilienne [Le populisme pénal peut être vu comme une entreprise politique qui vise à manipuler l'opinion pour accentuer le sentiment de peur et ainsi asseoir l'autorité des hommes politiques qui tiennent un discours très répressif, NdT]?

Sabrina Fernandes Pour un gouvernement qui est officiellement civil, les militaires sont bien trop impliqués dans le gouvernement Bolsonaro. Il faut absolument que l'armée se contente de son rôle purement militaire. Ils ont pris le contrôle du ministère de la santé et de nombreux autres domaines du gouvernement, ce qui a provoqué des conflits dans les rangs militaires. Nous avons un vice-président militaire qui n'est pas d'accord avec nombre d'autres généraux, mais qui est aussi un Bolsonariste.

Le Brésil connaît de forts taux de criminalité et un haut degré d'impunité. Les gens ne croient pas que la criminalité sera résolue. Pourtant, le pays compte l'une des plus fortes population carcérale du monde, ce qui montre à quel point le processus pénal est absolument absurde. La police militaire est complètement enracinée dans l'idéologie bolsonariste du pouvoir et dans la conviction qu'un bon criminel est un criminel mort. Faire preuve de violence et être libre de le faire font partie de cette institution.

Avant l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir, ces considérations étaient déjà bien réelles. Certains affirment que pour les habitants des favelas du Brésil, les choses n'ont pas beaucoup changé car il y avait des massacres avant Bolsonaro et ils se sont perpétués pendant le mandat de Bolsonaro.

Mais nous avons suffisamment d'éléments pour prouver que la famille Bolsonaro est liée aux milices. Ces dernières constituent un autre échelon de pouvoir qui érode la démocratie au Brésil. Nous connaissons leur lien avec le meurtre de Marielle Francoa, conseillère municipale féministe noire. On se demande toujours qui était réellement derrière son assassinat. La crise de la démocratie n'est pas seulement institutionnelle. C'est parce que les milices de Bolsonaro sont si puissantes dans certaines parties du pays qu'elles constituent un défi bien plus difficile à résoudre.

Andre Pagliarini Dans ce domaine, Bolsonaro a fait preuve d'innovation concernant la politique brésilienne. À bien des égards, il est médiocre et incompétent. Mais sur ce point, il est différent, en raison de son ascension en politique en tant que militaire de base. Il s'est d'abord présenté au conseil municipal à la fin des années 1980 faisant campagne sur le thème de la rémunération des forces de sécurité publique comme les flics, qui étaient très peu payés, mettaient leur vie en danger et ne recevaient ni reconnaissance ni respect de la part des politiciens. Il est rapidement devenu un porte-parole populaire au sein de cette population.

Au cours de son mandat au Congrès, Bolsonaro a fini par embrasser des causes plus génériques, plus à droite, sans jamais perdre son âme de simple soldat de première ligne qui doit faire face à la réalité de la loi, de l'ordre et de la violence — et qui se sent bridé par les droits humains. Bolsonaro incarne l'idée selon laquelle si, dans l'imaginaire public, vous êtes en première ligne concernant la violence, alors il vous revient de mettre une balle dans la tête de quelqu'un. Bolsonaro et son administration marient la sécurité publique et la politique. Il existe un récit complaisant et auto-révérencieux de la dictature, qui prend pour principe que l'intervention est une nécessité, que la démocratie mène à de sales affaires, au désordre et qu'il faut une main ferme.

Il existe aussi une mentalité sécuritaire populaire, celle du flic du coin de la rue, et ce flic, c'est Bolsonaro. Il n'est pas le général en chef. Il est l'homme de la rue. C'est pourquoi la loyauté à son égard est si effrayante parmi les membres ordinaires des forces de sécurité. Le 7 septembre, des journalistes ont rapporté que des colonels exhortaient leurs bataillons de police militaire à descendre dans la rue pour soutenir Bolsonaro.

Des partisans du président brésilien Jair Bolsonaro manifestent en faveur du gouvernement à São Paulo, le 14 mars 2021 (ALEXANDRE SCHNEIDER/GETTY IMAGES)

Daniel Denvir S'agit-il d'une réémergence de l'idéologie et de la politique du temps de la dictature, ou est-ce plutôt le

produit de contradictions qui n'ont jamais été aplanies par la démocratie ?

Sabrina Fernandes On a l'impression de tourner en rond à cause de la façon dont le Brésil est sorti de la dictature. La démocratisation ne résulte pas d'une victoire éclatante des mouvements démocratiques brésiliens, mais plutôt d'un processus de négociation avec de nombreuses parties prenantes pour sortir de la dictature.

L'armée traversait alors une crise budgétaire et rencontrait de nombreux défis à l'époque, il était donc judicieux de conclure des accords. Elle voulait s'assurer qu'elle ne serait pas tenue responsable de ses actions du temps de la dictature. Les médias traditionnels ne se soucient toujours pas de cette responsabilisation, en partie parce que la faute en revient aussi à certains d'entre eux. Globo, l'un des principaux réseaux médiatiques du Brésil, a été complice de la dictature militaire.

Le concept de « dictature » est constamment mis en avant. Après le coup d'État contre Dilma Roussef, les gens, en particulier ceux faisant partie des rangs du PT, se sont mis à dire : « Avec Temer nous sommes sous une autre dictature ». Ces déclarations ont eu pour effet de dépolitiser les débats, car il devenait plus difficile pour nous d'affirmer : « C'était une dictature, alors que là, il s'agit d'une crise de la démocratie et nous devons éviter qu'elle ne s'aggrave.»

Ils prennent parfois pour exemple des choses qui sont terribles aujourd'hui mais qui l'étaient tout autant du temps de Lula ou Dilma. Les meurtres commis par la police et les violences à l'encontre des communautés indigènes empirent, mais ils faisaient aussi partie de la réalité il y a quelques années. À Gauche, nous avons une grande responsabilité pour la façon dont nous avons géré cette situation. Il nous faut réinventer cette mémoire des dictatures au Brésil. Ce pays n'a eu que cinq présidents directement élus et ayant terminé leur mandat au cours des quatre-vingt-dix dernières années.

Andre Pagliarini Bolsonaro et le bolsonarisme représentent la continuité d'une composante de la dictature. La dictature avait une vision et un discours concernant la place du Brésil dans le monde quelque chose dont Bolsonaro se moque. Mais ce que nous pourrions associer à Bolsonaro est un phénomène qui s'est produit plus tard au sein du régime militaire et qui est représenté par Esquadrão da Morte, qui était à l'époque un escadron de la mort ou un gang itinérant de milices prototypes.

Vers la fin du régime, ils représentaient une certaine vision au sein des forces de sécurité — la période pendant laquelle Bolsonaro lui-même était dans l'armée — qui estimait que le gouvernement se montrait laxiste et que les généraux baissaient la garde lorsqu'ils parlaient de retour à la démocratie. Selon eux, en s'adoucissant, ils encourageaient la criminalité, le vol, l'impunité et la corruption. Ils pensaient qu'ils avaient besoin d'assurer une vigilance au niveau du terrain, et celle-ci était représentée par ces escadrons de la mort et plus récemment par les milices.

Jusqu'à très récemment, Bolsonaro et sa famille faisaient l'éloge des milices, dans la mesure où elles étaient les forces sur le terrain qui tenaient la ligne face à un grand État sans visage, gangrené par la corruption et l'impunité. Le lien entre Bolsonaro et la dictature réside dans le fait que les militaires, les forces de sécurité et la dictature s'inquiétaient de voir que le régime n'était pas assez impitoyable ou ne faisait pas assez pour combattre le spectre de la corruption et du gauchisme.

Daniel Denvir Bolsonaro a utilisé le minuscule Parti social libéral (PSL), comme vecteur pour remporter le pouvoir en 2018. A-t-il depuis construit quelque chose de comparable à un appareil de parti dans le cadre de sa présidence ?

Sabrina Fernandes Cela lui été impossible. Après qu'il a rompu avec PSL, il s'est retrouvé sans parti. Il avait besoin de trouver comment construire un parti. C'est ce qu'ils essaient de faire maintenant, mais ils n'arrivent pas à obtenir suffisamment de signatures pour en faire le siège des Bolsonaristes. Bolsonaro s'est donc mis à la recherche d'un parti et il a désormais rejoint le Parti libéral (PL).

Il y a des conflits au sein de la Droite brésilienne parce que dans les partis certaines personnes ne veulent pas être associées à Bolsonaro. Ils veulent avoir leur propre projet, ou ils craignent que Bolsonaro n'utilise leur parti comme plate forme et le fasse imploser. Bolsonaro a déjà appartenu à d'autres partis. Passer d'un parti à l'autre est chose courante dans la politique brésilienne, en particulier quand il s'agit de passer du centre à la Droite, mais on retrouve ce même phénomène quand il s'agit du centre-gauche et de la gauche radicale. Nous avons aujourd'hui plus de trente partis fiables et durables au Brésil parmi lesquels choisir.

Andre Pagliarini Il n'est pas facile de créer un parti à partir de rien. C'est quelque chose que Marina Silva a découvert lorsqu'elle a essayé de créer son propre parti en 2014. Le fait que Bolsonaro essaie de créer son propre parti est tout à la fois un signe d'espoir et de sa faiblesse. En fin de compte, il n'a ni la détermination ni les compétences nécessaires pour mener à bien le processus complexe que représente la création de son propre parti.

Il est le président et il aurait dû être capable de rallier les gens à sa personne. Mais les pourparlers avec le Parti libéral étaient en train d'échouer parce qu'il insistait pour que son fils soit chargé de la permanence du parti à São Paulo. Le chef du parti lui a répondu : « Vous êtes peut-être le président, mais le responsable de mon parti, c'est moi. » Bolsonaro

attend d'un parti de la déférence, mais quand on est le chef d'un de ces petits partis, on a beaucoup à gagner juste en étant là.

Au 2ème tour Lula est crédité de 53% dans les sondages et Bolsonaro de 35% (Source https://www.poder360.com)

Daniel Denvir Traditionnellement, au Brésil, aucun parti, y compris le parti présidentiel, ne parvient jamais à obtenir une majorité législative.

Sabrina Fernandes C'est l'une des raisons pour lesquelles le PT affirme qu'il n'y a pas d'autre choix que de gouverner avec le secteur agro-alimentaire, les banques et les entreprises de construction. Si vous avez plus de trente partis, ils ne parviennent pas tous à entrer au Congrès. Ils doivent faire des alliances. Ils peuvent former des blocs ou des groupes idéologiquement alignés, ou ils peuvent essayer de jouer le jeu avec tous les autres partis présents. Cette façon de faire est devenue la normalité.

Au Brésil, il existe ce concept de centrão ou « le grand centre », qui se compose principalement de partis et de représentants de droite. Ils sont tellement liés par leurs propres intérêts corporatistes que vous ne pouvez faire passer certains projets de loi que si vous obtenez leur soutien. Chaque président essaie toujours de courtiser le centrão, et le centrão est responsable du coup d'État contre Dilma.

Daniel Denvir Au sein de la gauche brésilienne, le parti Socialisme et Liberté [PSOL] est de plus en plus en vue. Leur candidat à la mairie de São Paulo en 2020, Guilherme Boulos, s'est hissé au second tour face au maire conservateur du PSDB, ou Parti de la social-démocratie brésilienne.

Le PSDB a gagné, mais le fait qu'un candidat du PSOL ait affronté un candidat du PSDB plutôt qu'un candidat du PT et que le candidat du PSDB ait eu le soutien de Lula était-il important ? Les années Bolsonaro ont-elles changé l'équilibre du pouvoir à Gauche ?

Sabrina Fernandes À São Paulo, la course oppose généralement le PT au PSDB. Pendant un certain temps, les gens ont pensé que Boulos gagnerait la course à la mairie. Puis il a envisagé de se présenter au poste de gouverneur de l'État de São Paulo, mais maintenant, il se présente au Congrès fédéral, et Fernando Haddad sera donc le candidat de Gauche au poste de gouverneur de São Paulo.

Le Parti des travailleurs a du mal à renoncer à certains de ses fiefs et à laisser d'autres candidats se présenter. Le PSOL a essayé de soutenir «Free Lula» et d'autres campagnes du PT. Peut-être avaient-ils l'impression qu'ils obtiendraient davantage de soutien de la part du PT pour présenter leurs propres candidats dans certains endroits, mais cela ne semble pas être le cas. Lula n'a pas apporté son soutien à Boulos pour le poste de gouverneur. Le PSOL opère toujours dans l'ombre du PT. Le PSOL veut se positionner comme un parti de gauche radicale. Pour ce faire, il doit critiquer le PT, mais son manque d'envergure ne lui permet pas de faire cavalier seul.

Notre entretien s'est transformé pour devenir une discussion plus générale sur la fragmentation de la gauche brésilienne et les contradictions au sein de chaque parti. Le PT et le PSOL sont des partis multi-tendances. Il y a beaucoup d'organisations différentes au sein de ces partis, et lors de leurs congrès internes et dans les débats de politique quotidienne elles s'affrontent pour différentes idées. Certaines personnes au sein du PSOL pensent que le parti devrait être plus énergique. D'autres pensent que le PSOL doit s'aligner sur le PT parce que c'est sa seule option.

La bonne nouvelle pour le PSOL est que le nombre de ses militants a augmenté ces dernières années. Il n'est pas certain que cela se traduise par de véritables gains électoraux, parce que le PSOL ne dispose pas de la même infrastructure que le PT et est tiraillé entre la participation aux élections, la construction de la base, la construction du mouvement et les autres tâches qu'un parti de gauche radicale doit assumer pour promouvoir un projet de société différent.

Andre Pagliarini Lula avait été critiqué par le PSOL à cause de nombreuses négociations et accords qu'il avait conclus avec des personnages peu recommandables. Lula a répondu : «J'adore le PSOL. Ils sont formidables. Je veux qu'ils remportent une grande ville ou un état et qu'ils gouvernent parce que je veux les voir apprendre à nager».

Lula affirme que l'on peut parler d'une ligne de gauche radicale mais que l'on se heurte à un plafond. Le PSOL tente de déterminer si c'est un faux choix ou une dichotomie. Le PT fait valoir que son expérience au pouvoir a montré qu'il faut savoir faire des concessions. D'autres personnalités politiques comme Marcelo Freixo et Flávio Dino ne sautent pas vraiment dans ce train en marche. Mais ils montrent une volonté de négocier dans l'intérêt de la gouvernabilité et de la victoire, ce à quoi une grande partie du PSOL résiste.

Geraldo Alckmin et Ignacio Lula (Crédit photo Felipe Araujao / AFP)

Daniel Denvir Bolsonaro a constamment et délibérément mis en doute la capacité du Brésil à organiser des élections libres et équitables, préparant ainsi le terrain pour un rejet du résultat si celui-ci ne va pas dans son sens. Dans quelle mesure devons-nous prendre au sérieux les inquiétudes concernant les élections d'octobre ?

Andre Pagliarini Selon moi, l'une des trois choses suivantes va se produire. La première et la plus probable est une campagne électorale conduite sous le joug des menaces et de la stratégie d'intimidation institutionnalisée de Bolsonaro. Cela pourrait impliquer des manifestations de rue semblables à celles que Bolsonaro a organisées en septembre dernier pour tenter d'intimider les membres de la Cour suprême du Brésil.

Le deuxième scénario est celui par lequel une campagne intensément partisane débouche sur une violence réelle. L'administration de Bolsonaro a déjà connu une augmentation marquée de la violence à l'encontre des populations indigènes et des militants écologistes, ainsi que des menaces de violence à l'encontre des principaux détracteurs du président dans les milieux universitaires et la presse. Le président encourage ce harcèlement et cette violence et fait très peu pour contenir ses partisans les plus dangereux. En fait, il insiste sur son droit de gracier qui bon lui semble. Étant donné que le président a présenté l'élection en termes apocalyptiques, nous ne devrions pas être surpris si ses partisans les plus zélés adoptent la violence comme tactique politique.

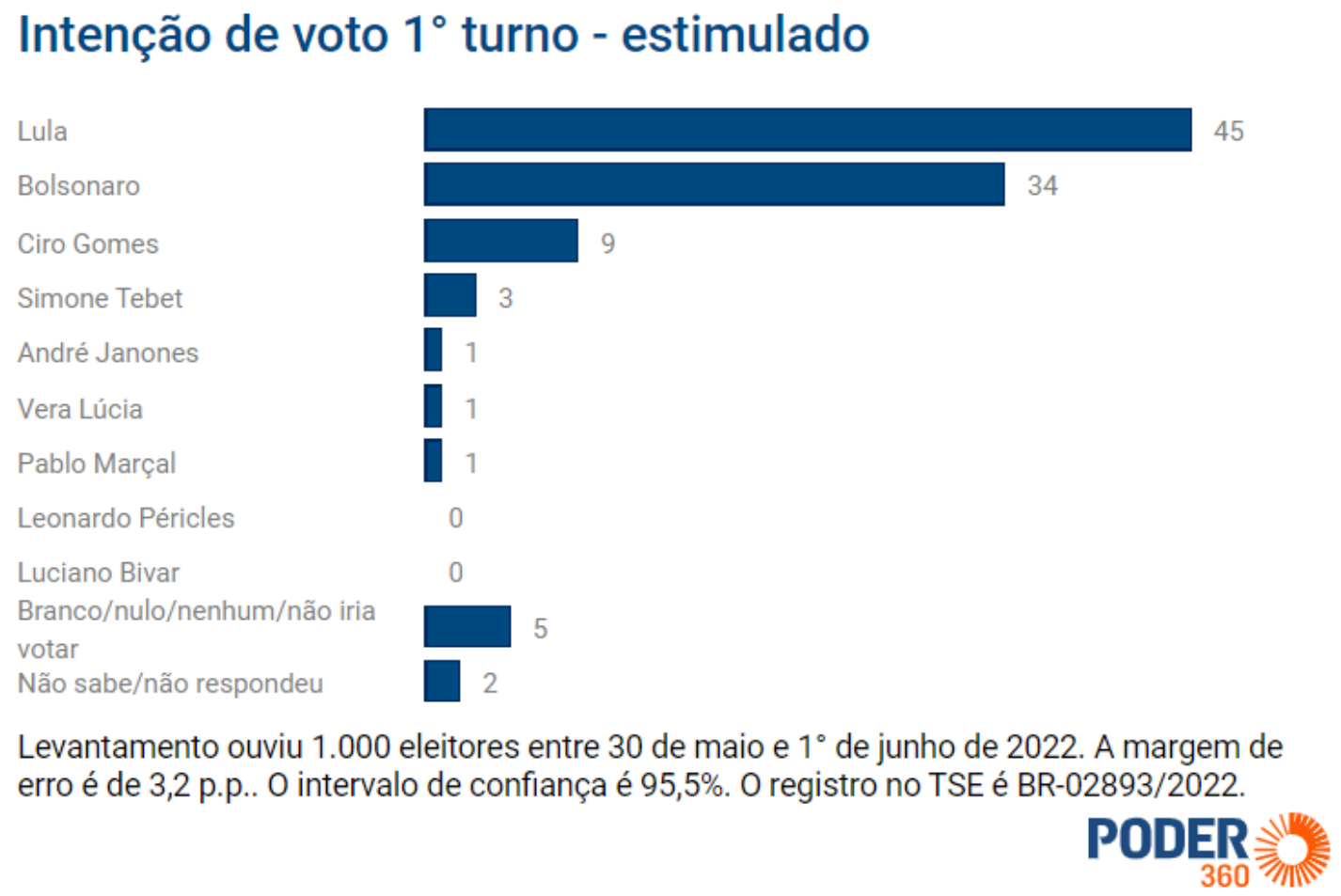
Enfin, le pire scénario serait une situation proche de la guerre civile. Cela impliquerait probablement que des forces de la police et même éventuellement de l'armée alignées sur Bolsonaro s'en prennent aux mouvements sociaux favorables aux causes progressistes, qui pourraient alors répondre sur le même ton. Heureusement, cela ne me semble pas particulièrement plausible.

Il est impératif pour quiconque se consacrant au rayonnement de la démocratie à l'étranger d'être attentif à la situation au Brésil alors que la saison de la campagne électorale commence. Une action rapide sera déterminante pour limiter les dégâts éventuels causés par le comportement antidémocratique irréfléchi de Bolsonaro. Entre autres mesures, la reconnaissance rapide des résultats de l'élection par l'administration Biden est essentielle. Cet acte symbolique contribuerait grandement à démontrer aux proches de Bolsonaro, y compris les hauts gradés des forces armées, qu'ils s'exposent à une vive opprobre internationale s'ils continuent de soutenir le projet autoritaire de Bolsonaro.

Sabrina Fernandes La machine à fake news de la droite fonctionne très bien. Cela a été un élément clé des élections de 2018, et elle n'a jamais cessé de fonctionner sous Bolsonaro, et elle cible à nouveau les organisations et les revendications de gauche. La principale cible, bien sûr, est Lula.

L'un des succès importants du bolsonarisme a été de dépolitiser le concept même de démocratie. Lorsqu'il prétend gouverner pour les citoyens honnêtes, il en appelle à la tradition raciste de la société brésilienne et à d'autres aspects élitistes. Pour la frange dure de sa base, démocratie veut dire plus de militarisme et le maintien de Bolsonaro au pouvoir. Le Bolsonarisme a réussi à exploiter le fait que Lula a été associé à la corruption, au fait qu'il a été en prison, et à le dépeindre comme le plus grand ennemi de tous.

Lula est aimé dans de nombreuses couches de la société brésilienne, respecté dans beaucoup d'autres. Il y a aussi ceux qui ne peuvent pas le supporter mais qui voteront pour lui juste pour se débarrasser de Bolsonaro. Mais il existe une marge importante entre les deux. Pour essayer de gérer cela, Lula a fait de Geraldo Alckmin, un politicien de droite avec un passé de corruption et d'attaques contre le PT, son candidat à la vice-présidence. C'est une immense contradiction, mais le PT est prêt à parier sur ce choix pour qu'Alckmin puisse faire pencher quelques votes en sa faveur et contribuer à endiguer la possibilité d'un coup d'État de Bolsonaro en rassemblant des alliés parmi les élites brésiliennes.



Sondage 3 juin 2022

Daniel Denvir Début mai, Reuters a rapporté que le directeur de la CIA, William Burns, avait explicitement déclaré à de

hauts responsables brésiliens très proches de Bolsonaro que les États-Unis ne soutiendraient aucune tentative de Bolsonaro de contester ou d'entraver les résultats d'une élection démocratique. Que pensez-vous de cette évolution ?

Andre Pagliarini L'intérêt de cette récente information, à mon avis, n'est pas que d'un seul coup la CIA soit devenue «les gentils». C'est que la CIA — et, par extension, l'administration Biden — ne voient pas de bénéfice pour les intérêts américains dans une remise en cause par Bolsonaro des résultats de l'élection de 2022. C'est en ce sens que le geste de Burns doit être compris. Ce n'est pas que la CIA fasse un mea culpa pour son comportement antérieur, ni que l'administration Biden apporte un soutien tacite à la candidature de Lula.

Préoccupée par les menaces qui pèsent sur la démocratie et sa propre légitimité dans son pays, l'administration Biden n'a aucune raison de soutenir les revendications d'un dictateur en puissance au Brésil. Pour ceux qui s'inquiètent du sort de la démocratie au Brésil au cours de ce qui sera certainement une année électorale intense, cette inquiétude de la CIA — et le fait que cette inquiétude ait été exprimée clairement et sans équivoque aux proches du président brésilien — est, d'une certaine manière, encourageante. Cette alerte de la CIA, que les partisans de Bolsonaro considèrent comme le type d'interventionnisme hégémonique que la Gauche critique habituellement, semble avoir eu un effet : la journaliste Andréia Sadi, qui dispose de bonnes sources, a rapporté que la plupart des généraux en service actif disent qu'ils ne suivront pas les «folies» de Bolsonaro s'il tentait quoi que ce soit après avoir perdu les élections en octobre, ce que tous les sondages actuels prévoient.

À la différence de 1964, les généraux à grande gueule les plus désireux de mener un coup d'État, ceux qui sont les plus proches de Bolsonaro aujourd'hui, n'ont en fait pas de troupes sous leur ordres. La CIA n'a aucun intérêt à attiser la ferveur antidémocratique au Brésil en 2022 comme elle l'a fait il y a près de soixante ans.

Sabrina Fernandes Je voudrais juste ajouter deux choses : tout d'abord, Lula fera un bon travail dans la normalisation des relations avec des puissances comme les États-Unis et l'Union européenne. La tournée de Lula en Europe en 2021 a montré que les gens admirent vraiment l'homme d'État qu'il est. Cela comporte du bon et du mauvais, mais indique également que Bolsonaro est trop difficile à contrôler et qu'il n'est pas aussi doué pour les affaires que les institutions internationales et les États étrangers ont pu le penser auparavant.

Mais aussi, que les États-Unis conservent encore trop de pouvoir en matière d'élections en Amérique latine. Lorsqu'une telle déclaration venant d'un directeur de la CIA semble rassurante, il s'agit d'une preuve supplémentaire que les États-Unis peuvent faire ou défaire les tentatives de coup d'État contre nos élections, et que la souveraineté est encore un rêve lointain sur le plan de notre horizon politique.